

passées de 1 092 millions (1974) à quelque 1 180 millions de dollars. Quant au déficit correspondant, il passait de 588 millions de dollars (1974) à quelque 337 millions de dollars (1975).

La raison de ce ralentissement de la croissance des exportations canadiennes à destination de l'Amérique latine est à rechercher, surtout, dans les difficultés économiques que la région a connues au cours de 1975 sous l'effet de l'inflation et, dans de nombreux pays, avec la hausse du prix du pétrole et la baisse du prix des principaux produits d'exportation.

S'il est vrai que le commerce du Canada avec l'ensemble de la région a diminué quelque peu en 1975, il faut noter, par contre, une augmentation du commerce canadien avec l'élément antillais du monde latino-américain où la concentration démographique est la plus grande. Les exportations du Canada à destination de ces pays ont connu une hausse considérable qui en a fait passer la valeur de 805 millions de dollars pour les 11 premiers mois de 1974 à quelque 1 180 millions de dollars pour la période correspondante de 1975. La baisse de la valeur des importations en provenance de ces pays a été moins spectaculaire, passant de 1 517 millions de dollars pour les 11 premiers mois de 1974 à quelque 1 304 millions de dollars pour la période équivalente de 1975.

La Société pour l'expansion des exportations a grandement facilité l'exportation de produits canadiens en Amérique latine. En mars, elle a donné son engagement de principe à l'établissement d'un crédit de 100 millions de dollars à Cuba. En septembre, elle signait un memorandum d'entente pour le financement, jusqu'à concurrence de 300 millions de dollars, des exportations du Canada au Pérou. Les prêts accordés effectivement pour le financement des exportations canadiennes ont été de 97.2 millions de dollars au Mexique, 19.7 millions de dollars à Cuba, 16.9 millions de dollars à la République dominicaine, 13.6 millions de dollars à l'Équateur, 3 millions de dollars au Pérou et 1.2 million au Brésil.

En vue de faciliter un nouveau resserrement des liens économiques avec l'Amérique latine, des ministres canadiens y ont effectué plusieurs visites au cours de 1975. En janvier, M. Ian Macdonald, alors ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, a visité le Venezuela. En mars, M. Alastair Gillespie, alors ministre de l'Industrie et du Commerce, a dirigé une mission

commerciale à Cuba et au Venezuela. Au début de l'année, le ministre-président de la Banque nationale de Cuba, M. Raul Leon, a fait une visite officielle au Canada et, en septembre, le premier ministre adjoint de Cuba, M. Carlos Rafael Rodriguez, est venu participer à la première réunion du Comité conjoint Canada-Cuba sur les relations économiques et commerciales. Un accord aérien bilatéral a été signé au cours de cette visite.

L'Association canadienne pour l'Amérique latine a continué de stimuler l'intérêt des organismes et des sociétés d'affaires canadiens en faveur de l'Amérique latine et des possibilités que celle-ci offre au commerce et aux investissements canadiens.

L'aide bilatérale du Canada à l'Amérique latine est relativement modeste si l'on songe aux sommes acheminées vers d'autres parties du monde. Cela s'explique par le degré de développement qu'ont déjà atteint plusieurs de ses pays et par la politique canadienne qui consiste à concentrer son aide sur les pays et les peuples les plus pauvres. En 1975, l'ACDI a fourni 17 millions de dollars à des pays d'Amérique latine — surtout sous la forme d'une assistance technique — et elle s'est engagée à fournir quelque 3 millions de dollars de subventions d'appoint à des organismes non gouvernementaux.

Le Canada a fourni des fonds, au chapitre des programmes multilatéraux d'aide, à la Banque interaméricaine de développement (BID) et à diverses organisations techniques spécialisées. En mars, 7.5 millions de dollars ont été accordés à la BID, cette somme devant financer la préparation de projets de développement par les bénéficiaires éventuels de l'aide. En octobre 1975, le Cabinet a approuvé le principe selon lequel le Canada contribuerait à augmenter le capital ordinaire de la BID et du Fonds des opérations spéciales de la banque. Si la hausse proposée est ratifiée par les autres membres de la BID, celle-ci recevra du Canada quelque 70 millions de dollars en trois ans, ce qui portera à 382 millions de dollars le total des fonds engagés par le Canada depuis qu'il est devenu membre de la banque (1972). En mai, le ministre de l'Industrie et du Commerce a assisté à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BID à Saint-Domingue. Signalons que, par ailleurs, le Canada a continué d'appuyer les mouvements d'unification latino-américains, notamment, le Groupe andin, qui rassemble six pays.